

14. L'article 177.28 de ce règlement, introduit par l'article 24 du Règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles, édicté par le décret numéro 1085-2017 du 8 novembre 2017, modifié par l'article 29 de la Loi visant principalement à instaurer un revenu de base pour des personnes qui présentent des contraintes sévères à l'emploi (2018, chapitre 11), est de nouveau modifié :

1° par l'insertion, dans le premier alinéa et après « est augmentée d'un », de « supplément dont le »;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « montant » par « supplément ».

15. L'article 177.29 de ce règlement, introduit par l'article 24 du Règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles, édicté par le décret numéro 1085-2017 du 8 novembre 2017, est modifié :

1° par l'insertion, dans le paragraphe 1° et après « l'article 71 », de « incluant le supplément pour l'achat de fournitures scolaires »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 14°, de « 196 \$ » et « 327 \$ » par, respectivement, « 222 \$ » et « 353 \$ »;

3° par l'insertion, après le paragraphe 21°, du suivant :

« 21.1° les sommes reçues à titre de dons, jusqu'à concurrence de 100 \$ par mois; ».

SECTION II

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

16. Malgré les articles 3 et 9 du présent règlement, le montant des prestations de base prévues à l'article 60 et au deuxième alinéa de l'article 157 du Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1, r. 1) est de 231 \$, auquel on ajoute un ajustement de 10 \$.

De plus, le montant de 231 \$ prévu au premier alinéa est augmenté le 1^{er} janvier 2019 selon le facteur d'indexation établi aux premier, deuxième et troisième alinéas de l'article 750.2 de la Loi sur les impôts (chapitre I-3) pour cette année.

Si le montant qui résulte de l'indexation n'est pas un multiple de 1 \$, il doit être rajusté au multiple de 1 \$ le plus près ou, s'il en est équidistant, au multiple de 1 \$ supérieur.

Le montant des prestations est fixé conformément au présent article jusqu'à ce que le montant de l'allocation de dépenses personnelles visé au deuxième alinéa

de l'article 512 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) y soit supérieur ou, au plus tard, jusqu'au 31 décembre 2019.

17. Malgré le paragraphe 1° des articles 4 et 10 et l'article 13 du présent règlement, à compter du 1^{er} janvier 2020 :

1° le montant de l'ajustement de 25 \$ prévu à l'article 67.4 du Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1, r. 1) sera de 35 \$;

2° les montants des ajustements de 83 \$ et 98 \$ prévus au premier alinéa de l'article 157.1 de ce règlement seront, respectivement, de 93 \$ et 108 \$ et ceux de 145 \$ et 130 \$ prévus au deuxième alinéa de cet article seront, respectivement, de 215 \$ et 160 \$;

3° le montant de l'ajustement de 25 \$ prévu à l'article 177.25.1 de ce règlement sera de 35 \$.

18. Le présent règlement entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2019, à l'exception :

1° de l'article 1 et du paragraphe 2° des articles 6 et 15 qui entreront en vigueur le 1^{er} février 2019;

2° de l'article 5, du paragraphe 1° de l'article 6, des articles 7 et 8 et du paragraphe 1° de l'article 15 qui entreront en vigueur le 1^{er} juillet 2019;

3° de l'article 2 qui entrera en vigueur le 1^{er} septembre 2019.

69021

Projet de règlement

Code des professions
(chapitre C-26)

Technologistes médicaux

— **Activité professionnelle qui peut être exercée par un technologue en imagerie médicale et un technologue en radio-oncologie**

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le Règlement sur une activité professionnelle qui peut être exercée par un technologue en imagerie médicale et un technologue en radio-oncologie, adopté par le Conseil d'administration de l'Ordre professionnel des technologistes médicaux du Québec, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être soumis au gouvernement qui pourra l'approuver, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement a pour objet de déterminer, parmi les activités professionnelles que peuvent exercer les technologistes médicaux, celle qui peut l'être par un technologue en imagerie médicale et un technologue en radio-oncologie ainsi que les conditions et modalités pour ce faire.

Plus précisément, ce règlement autorise un technologue en imagerie médicale et un technologue en radio-oncologie à effectuer un prélèvement sanguin, à la suite d'une ordonnance, lorsque requis par un examen d'imagerie médicale ou par un traitement en radio-oncologie.

Ce projet de règlement n'a pas de répercussions sur les citoyens et les entreprises, en particulier les PME.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à M^e Caroline Scherer, directrice générale et secrétaire de l'Ordre professionnel des technologistes médicaux du Québec, numéro de téléphone : 514 527-9811, poste 3005 ou 1 800 567-7763; courriel : cscherer@optmq.org.

Toute personne ayant des commentaires à formuler est priée de les transmettre, avant l'expiration de ce délai, à D^r Diane Legault, présidente de l'Office des professions du Québec, 800, place D'Youville, 10^e étage, Québec (Québec) G1R 5Z3. Ces commentaires seront communiqués par l'Office à la ministre de la Justice; ils pourront également l'être à l'ordre professionnel qui a adopté le règlement ainsi qu'aux personnes, ministères et organismes intéressés.

La présidente de l'Office des professions du Québec,
DIANE LEGAULT

Règlement sur une activité professionnelle qui peut être exercée par un technologue en imagerie médicale et un technologue en radio-oncologie

Code des professions
(chapitre C-26, a. 94, 1^{er} al. par. h)

1. Le présent règlement a pour objet de déterminer, parmi les activités professionnelles que peuvent exercer les technologistes médicaux, une activité qui peut l'être par un technologue en imagerie médicale et un technologue en radio-oncologie ainsi que les conditions et modalités de son exercice.

2. Le technologue en imagerie médicale et le technologue en radio-oncologie peuvent, à la suite d'une ordonnance et lorsque requis par un examen d'imagerie médicale ou par un traitement en radio-oncologie, effectuer un prélèvement sanguin.

3. Pour exercer l'activité professionnelle décrite à l'article 2, le technologue doit être titulaire d'une attestation de formation délivrée par l'Ordre des technologues en imagerie médicale, en radio-oncologie et en électrophysiologie médicale du Québec confirmant la réussite d'une formation complémentaire comportant les 2 modules suivants :

1° une formation théorique de 8 heures portant sur :

- a) les méthodes de prélèvement;
- b) les phases préanalytiques des ponctions veineuse et capillaire et du prélèvement sanguin par cathéter;
- c) les techniques d'injection;
- d) la gestion des clientèles nécessitant une approche particulière;

2° une formation clinique qui consiste à exercer, au moins 4 fois, l'activité professionnelle prévue à l'article 2 sous la supervision immédiate d'un professionnel habilité à exercer cette activité, lequel doit inscrire sur un document la date, le lieu de la supervision, son nom et le signer.

4. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

69012

Projet de règlement

Loi sur les comptables professionnels agréés
(chapitre C-48.1)

Comptables professionnels agréés
— Entente de collaboration entre l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec et le Conseil canadien sur la reddition de comptes

Avis est donné par les présentes, conformément à l'article 9 de la Loi sur les comptables professionnels agréés (chapitre C-48.1), que l'Entente de collaboration entre l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec et le Conseil canadien sur la reddition de comptes, pourra être soumise, avec ou sans modification, au gouvernement qui pourra l'approuver à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

L'entente vise à prévoir les conditions applicables à des échanges de renseignements entre l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec et le Conseil canadien sur la reddition de comptes qui sont nécessaires à l'exercice de leurs fonctions. En particulier, elle a pour objet de